



vingt ans après le refus de l'adhésion à l'EEE

LA QUESTION EUROPÉENNE PAS RÉGLÉE

Deux acteurs de l'époque reviennent sur ce vote historique et ses conséquences. Christa Markwalder, actuelle présidente du Nomes, était une jeune militante europhile. A la tête de l'opposition, l'UDC Christoph Blocher triomphait.

FACE À FACE

Le «non» à l'EEE, une catastrophe ou une chance pour la Suisse? Vingt ans après le refus de l'adhésion à l'Espace économique européen, deux acteurs de l'époque reviennent sur cette votation et ses conséquences. D'un côté, Christa Markwalder (plr/BE), 37 ans, alors jeune militante europhile, actuellement conseillère nationale et prési-

dente du Nouveau mouvement européen suisse (Nomes). De l'autre, Christoph Blocher, aujourd'hui vieux lion de 72 ans, qui a emmené l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (Asin) et l'UDC vers la victoire. Deux regards opposés et un même constat: la question européenne n'est de loin pas réglée.

Vous étiez une toute jeune fille en 1992. Cette votation est-elle à l'origine de votre engagement politique?

Christa Markwalder: J'avais 17 ans et je me suis passionnée pour cette votation. Elle a donné lieu à d'intenses débats dans le gymnase que je fréquentais alors. Malheureusement, je n'avais pas encore le droit de vote. Ce n'est cependant pas cette campagne qui est à l'origine de mon engagement européen. Le déclic est venu une année plus tôt. A l'occasion du 700^e anniversaire de la Confédération, j'ai participé à un camp auquel étaient invités 400 jeunes Européens. Le Mur de Berlin venait de tomber. Je me suis rendu compte que nous étions la première génération en mesure de développer une vision positive du continent.

Il y a 20 ans, la majorité des jeunes se mobilisait pour l'EEE. Aujourd'hui, force est de constater que l'Europe ne les fait plus rêver...

Aujourd'hui, les jeunes bénéficient des programmes Erasmus et Leonardo qui leur donnent la possibilité de se former à l'étranger. La libre circulation leur permet aussi de chercher du travail dans toute l'Europe. Quand on ne doit plus lutter pour quelque chose, on se démobilise. Pourtant, cela vaut la peine de se battre pour des valeurs communes comme les libertés individuelles, l'Etat de droit ou la démocratie. Je note que le Traité de Lisbonne a renforcé la légitimité démocratique de l'UE en donnant davantage de compétences au Parlement européen.

Cette démobilisation n'est-elle pas avant tout le fruit d'une déception? Voyez la crise financière...

La crise financière est d'origine américaine. Quant à la crise de la dette, c'est un phénomène qui touche avant tout les pays du sud de l'Eu-

rope. Ce sont des pays qui ont vécu longtemps sous un régime dictatorial et dont l'économie souffre encore de problèmes structurels. Je comprends que les jeunes de ces pays se sentent floués, mais la faute n'en incombe pas à l'Europe.

Un sondage publié dimanche passé ne laisse subsister aucun doute sur le désamour européen des Suisses. Dans ces conditions, la voie bilatérale n'est-elle pas la seule option possible?

Le résultat de ce sondage ne m'étonne pas dans un contexte où l'on ne fait que parler de crise. De plus, cela fait 20 ans que l'on se contente de parler de la voie bilatérale. Il manque un leadership politique et économique sur la question européenne. La Suisse a choisi une voie pragmatique, mais les problèmes institutionnels que nous constatons aujourd'hui auraient été résolus avec l'entrée dans l'EEE. Je constate en outre que nous n'avons pas accès au marché intérieur européen dans tous les secteurs. Il n'y a toujours pas d'accord sur les services.

La libre circulation a eu un effet démographique plus important que prévu. Le marché du logement et les transports s'en ressentent. Peut-on continuer comme ça?

La libre circulation contribue à notre prospérité. Est-ce cela que les initiatives de l'UDC et du mouvement Epopop veulent remettre en cause? Il faut relativiser l'impact négatif des migrants sur le marché immobilier. La crise du logement est due aussi à la multiplication des ménages d'une personne. Quant aux transports publics, ils reflètent l'évolution

de notre mode de vie. Nous sommes toujours plus mobiles. Il incombe au monde politique d'agir dans ces domaines.

Comment voyez-vous l'avenir des relations de la Suisse avec l'UE? Faut-il réessayer d'entrer dans l'EEE?

Je pense qu'il faut voir plus loin. L'EEE n'est plus une solution optimale pour la Suisse. Cela nous ouvrirait certes un accès complet au marché intérieur et réglerait le volet institutionnel, mais nous n'aurions toujours pas de codécision. La Suisse ne peut contribuer à la construction européenne qu'en étant membre de l'UE de plein droit.

Actuellement, le Nomes est bien seul à défendre ce point de vue. Votre propre parti, le PLR, a pris ses distances, tandis que le PS a choisi la voie de la discrétion...

C'est vrai. Je déplore une forme d'opportunisme politique. Quand ils ne sont plus en phase avec la population, certains choisissent de se taire ou de changer d'opinion. Pour ma part, je fais de la politique par conviction. Tant pis si c'est impopulaire.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTIANE IMSAND



Pour Christa Markwalder, la libre circulation a contribué à la prospérité du pays. KEYSTONE-A

Quels souvenirs gardez-vous de ce 6 décembre 1992?

Christoph Blocher: Je me souviens d'une journée tendue. C'est seulement le soir de la votation que j'ai vraiment réalisé que la Suisse allait rester indépendante et n'allait entrer ni dans l'EEE ni dans l'UE. J'étais très fatigué d'avoir lutté si longtemps pour le «non». J'avais donné presque chaque jour des conférences dans tout le pays durant une année, tandis qu'en même temps, je dirigeais notre grande entreprise dans une mauvaise situation économique. Il y avait trop de pression. Je me suis

couché à 20 h déjà, alors que mes collègues faisaient la fête.

Quel bilan tirez-vous de ces 20 années écoulées?

Avec le «non» du peuple et des cantons, la Suisse a pris une très sage décision. Regardez ce qui se passe actuellement au sein de l'UE! La construction européenne est une faute intellectuelle. Nous en voyons le résultat: la Suisse est dans une meilleure situation que les pays de l'UE qui ont un chômage élevé, des dettes énormes, des hausses d'impôts... Si la prospérité chez nous est plus grande, c'est parce que la Suisse n'est pas membre de l'UE. Nous avons aussi notre propre monnaie, une solide Constitution et la démocratie directe qui nous permet d'éviter d'avoir trop de dettes.

La voie bilatérale sur laquelle la Suisse s'est engagée est-elle satisfaisante?

Avant la votation de 1992, j'ai dit que si nous avions des problèmes avec d'autres pays que ceux de l'UE, nous pourrions conclure un accord bilatéral sans porter atteinte à la souveraineté suisse. Comme nous l'avons fait durant 700 ans avec d'autres pays. Cela ne veut pas dire que nous devons signer tous les accords. Il y en a eu beaucoup trop. Aujourd'hui la Suisse peut survivre sans les bilatérales avec l'UE.

Mais les bilatérales sont un facteur de cette prospérité que vous évoquez...

Non. Il est vrai qu'il y a quelques contrats bilatéraux que nous avons soutenus, par exemple les contrats sur les normes techniques. Mais le gros des accords concerne la circulation. Les accords sur le trafic, Schengen et la libre circulation des personnes sont surtout dans l'intérêt de l'UE. A nous, ils n'ont rien apporté de positif. Schengen nous a amené beaucoup de criminalité. Les accords sur le trafic avec la NLFA (Gothard et Lötschberg/Simplon), c'est la Suisse qui paie ces lignes. La libre

circulation des personnes, c'est bien pour l'économie à court terme, mais cela a augmenté le taux de chômage avec la crise. Si la situation économique se dégrade, ces personnes resteront ici et auront le droit de vivre en Suisse avec des prestations sociales. Et cela causera des problèmes. Nous verrons mieux les désavantages des bilatérales plus tard.

Berne négocie avec Bruxelles un accord sur l'énergie et l'électricité. Pourquoi souhaitez-vous le combattre via un référendum?

Je ne suis pas contre un contrat sur l'électricité. Mais l'UE veut cet accord qui consacre la reprise automatique du droit européen. Cet accord risque ainsi d'avoir valeur de modèle. De plus, le tribunal de l'UE réglerait les conflits entre la Suisse et l'Union. Nous ne sommes pas prêts à accepter les liaisons institutionnelles et les juges de l'UE, parce que l'EEE et l'adhésion à l'UE, ce serait la même chose. J'ai encouragé la création d'un comité interpartis. Nous ferons une réunion le 2 décembre à Bienne pour les 20 ans du «non» à l'EEE pour dire que les avantages de la Suisse sont menacés par le Conseil fédéral.

Que craignez-vous?

Le Conseil fédéral a encore pour but d'entrer dans l'UE. Mais pas ouvertement. Il s'agit plutôt d'une intégration douce, insidieuse, en lien avec les institutions suisses. L'administration fédérale, une grande majorité du parlement et des grandes organisations économiques appuient cette idée. J'ai peur que l'on retombe dans une situation similaire à celle de 1992 avec les mêmes discussions sur l'intégration européenne.

Mais une large partie de la population ne veut pas d'intégration...

Oui, c'est notre grand avantage: plus de 80% des Suisses et des Suissesses sont contre l'entrée dans l'UE aujourd'hui. Le demandeur, c'est Bruxelles, pas Berne. Il faut retirer la demande d'adhésion. Notre combat n'est pas terminé.

PROPOS RECUEILLIS PAR
THIERRY JACOLET



Christoph Blocher craint une intégration insidieuse de la Suisse dans l'UE. KEYSTONE-A